



COMBATTRE L'ISLAMISME ?

Mémoire de géopolitique

du Chef d'escadron Pascal SEGURA

dans le cadre de l'étude dirigée « L'islam, réalités et perspectives »

Directeur : Professeur Mustapha BENCHENAN
de l'Université de Saint-Etienne

Paris, mars 2003

SOMMAIRE

COMBATTRE L'ISLAMISME ?

Première partie :

L'ISLAMISME, AVATAR DE L'ISLAM FACE AUX DEFIS DE LA MODERNITE

11. L'islam : une religion globalisante, présentant de nombreuses contradictions
12. De l'islam à l'islamisme
13. Une nouvelle ère ?

Deuxième partie :

LES MENACES REPRESENTÉES PAR L'ISLAMISME, ENTRE MYTHE ET REALITE

21. Un amalgame grossier entre islam et islamisme
22. L'islamisme, une sensibilité fédératrice autour de visées politiques convergentes
23. Capacités de nuisance de l'islamisme : un arsenal hétérogène

Troisième partie :

LUTTER CONTRE L'ISLAMISME, UNE STRATEGIE GLOBALE

31. Une révolution idéologique, politique, économique et sociale
32. Une attitude emprunte de considération de la part des pays occidentaux
33. La lutte contre le terrorisme islamique international

INTRODUCTION

Le 11 septembre 2001, des terroristes islamistes appartenant au réseau Al Quaida agressent les Etats-Unis en précipitant plusieurs avions sur des édifices implantés sur leur territoire et symboles de leur puissance ; le monde semble découvrir, dans l'horreur des images télévisées, un nouveau terrorisme, un terrorisme sans précédent dans son ampleur et ses conséquences. En écho à une réflexion d'Olivier Roy dans son livre L'échec de l'islam politique, un observateur pourrait aisément en conclure que « notre début de siècle semble être redevenu, au moins pour l'opinion publique occidentale, l'époque de la menace islamique ».

D'emblée, certaines questions se posent. S'agit-il d'un événement ponctuel ou de l'annonce d'un phénomène de grande ampleur appelé à durer ? Quelles relations entretient cette menace avec la religion ou l'idéologie islamique au nom desquelles elle se manifeste ? Cela est-il intrinsèquement lié à l'islam ou bien conjoncturel, contingent ? Cet acte s'inscrit-il dans une continuité historique de l'islam radical, dont il traduirait une dérive paroxystique ou s'agit-il de la manifestation d'une nouvelle sensibilité ?

Pour autant que ces interrogations soient pertinentes et réfèrent à des réalités dignes d'analyse, elles ne permettent d'accéder qu'à une vue parcellaire des sujets fondamentaux à évoquer avant toute réflexion : nature et contenu de l'islam et de l'islamisme.

L'« islamisme » regroupe les mouvements qui font de l'islam, religion monothéiste révélé à Mahomet, le point central de leur action politique. Chez les musulmans notamment, cette tendance désigne en général un groupe plus moins important d'individus qui cherchent à établir dans un ou plusieurs pays, ouvertement ou clandestinement, un gouvernement ou un Etat islamique. Cet objectif se justifie par le fait qu'un tel régime appliquerait vraisemblablement certaines, sinon la plupart, des lois et règles de l'islam ou « charia », qui ont trait grossièrement à la vie sociale et politique. Les citoyens pourraient alors vivre en plein accord avec les exigences de leur foi.

De par son histoire et son ancrage idéologique, social et politique, cette sensibilité constitue une réalité complexe et nuancée dans la plupart des pays de confession islamique, notamment les régions arabo-musulmanes. La contestation islamiste, en particulier, s'y affirme progressivement comme la principale force d'opposition. Certains pays, tels que

l'Iran, l'Afghanistan, le Soudan, l'Arabie Saoudite ou encore les autres émirats du Golfe, sont déjà gouvernés par des forces se réclamant de la tradition religieuse la plus conservatrice ou de l'islam radical. Dans le monde arabe, la Jordanie, l'Egypte depuis quelques années, et l'Algérie après l'instauration de l'état de siège par le Haut Comité d'Etat en février 1992, sont les pays les plus menacés par la vague de déstabilisation islamiste.

Les actions islamistes ne se limitent donc pas au prosélytisme pacifique et aux manifestations légales de protestation, mais débouchent souvent sur l'action armée. Les tragiques événements qu'ont connus l'Algérie et l'Egypte depuis vingt ans, l'attestent. Ces actes sont révélateurs de l'éventuelle logique meurtrière et totalitaire de l'idéologie islamiste.

Même si la complexité de la mouvance islamiste interdit de la réduire à ces actions de violence, les premières observations convainquent aisément que toute étude du phénomène islamiste amène à lui prêter le caractère de menace. Dans le prolongement, elle invite à se demander quelle attitude adopter pour lui faire face.

Le présent mémoire s'attachera donc à proposer une grille d'analyse. Etablissant dans un premier temps que l'islamisme n'est que l'avatar d'un islam confronté aux défis de la modernité, il s'efforcera dans un deuxième temps, de cerner la réalité de la menace islamiste trop souvent confondue avec son mythe. Enfin, une troisième partie sera l'occasion de proposer une stratégie de lutte contre cette menace, tant les enjeux méritent de la prendre en considération.

Première partie :

L'ISLAMISME, AVATAR DE L'ISLAM FACE AUX DEFIS DE LA MODERNITE

Symptôme d'un malaise social, d'une quête politique insatisfaite et d'un désœuvrement culturel, l'islamisme exploite avec machiavélisme la complexité et les contradictions de l'islam. Façonné au fil des décennies par une agitation intellectuelle née de la confrontation des sociétés arabo-musulmanes à la modernité occidentale, il se manifeste de différentes manières, révélant une sensibilité de plus en plus radicale.

11. L'islam : une religion globalisante, présentant de nombreuses contradictions

111- Une religion monothéiste révélée par Mahomet

On situe les origines de l'islam dans la première moitié du VII^{ème} siècle de notre ère, au moment de la révélation de l'existence d'Allah au prophète Mahomet.

Né probablement en 571, à La Mecque, dans la péninsule arabique, Mahomet, caravanier gardien de troupeaux reçoit, dans une série d'extases et de visions mystiques, la parole de Dieu transmise par l'ange Gabriel (« Récite, au nom de ton Seigneur qui créa... »). Il commence sa prédication vers l'âge de quarante ans et regroupe autour de lui des fidèles, d'ailleurs peu nombreux, mais que les persécutions de ses compatriotes, païens et polythéistes pour la plupart, contraignent en 622 à fuir vers Médine ; cette « hégire » marque le début du calendrier musulman.

A Médine, la vie de Mahomet est celle d'un chef à la fois politique et religieux, jouissant d'un très grand ascendant sur ses disciples. Sa vie n'est cependant marquée ni par le martyre ni par l'ascèse, ce qui est exceptionnel pour le fondateur d'une grande religion. Négociateur et temporisateur habile, il assoit sa doctrine sur des fondements solides inspirés par une grande simplicité de vie, le dédain du luxe et des honneurs ; cela lui vaut une grande vénération de la part de ses contemporains.

Après quelques années de guerre, il rentre triomphalement dans sa ville natale de la Mecque qu'il convertit. Le nombre de croyants augmente rapidement quand il meurt en 632.

112- Une religion qui s'exprime dans le Coran

Le Coran, le Livre saint musulman, contient le message révélé par Dieu à Mahomet. C'est la manifestation parlée de Dieu. Son contenu est donc sacré, comme la langue qui l'exprime (« l'arabe est la langue de Dieu ») : le fait de réciter le Coran est un acte liturgique. Divisé en plusieurs chapitres ou « sourates », eux-mêmes composés de versets, le Coran est au cœur de la vie et de la pensée du fidèle.

Source de la foi, il est complété par la « sunna », recueil des actes et paroles du Prophète et par la Tradition (les dires ou les « hadith ») ; l'ensemble est censé fournir une solution à tous les problèmes que peut rencontrer un individu ou une société.

L'islam signifie soumission, c'est-à-dire soumission absolue à Dieu. Il s'agit essentiellement de croire en Dieu et de se soumettre à sa volonté.

Les rites sont simples. Le Coran énonce des règles précises, dépourvues de toute métaphysique profonde ; il décrit notamment les cinq devoirs religieux impératifs (les cinq « piliers » de l'islam). La profession de foi ou « chahada » consiste à proclamer l'unicité de Dieu ; effectuée devant deux témoins musulmans, elle suffit à se convertir. La prière est la prononciation, cinq fois par jour, après des ablutions et tourné vers La Mecque, d'un ensemble de formules révélées. L'aumône légale ou « zakat », sorte d'impôt de bienfaisance, distribué aux pauvres, aux orphelins ou destiné à la construction des mosquées, offre la purification. Le jeûne diurne total pendant le mois lunaire du « ramadan » est un rite obligatoire à partir de l'âge de la puberté. Du lever au coucher du soleil, pendant trente jours, le musulman doit s'abstenir de consommer de la nourriture, des boissons ou du tabac et d'avoir des relations sexuelles ; les interdits cessent durant la nuit, notamment au dîner de rupture du jeûne ou « iftar », repas festif qui réunit famille, voisins et amis. Enfin, le Coran prescrit à tous les musulmans d'effectuer au moins une fois dans leur vie, le pèlerinage à La Mecque, principal lieu saint. La foi musulmane impose d'autres prescriptions (interdiction de consommer la viande de porc, le sang des animaux, le vin et l'alcool ou de s'adonner aux jeux de hasard), qui, sans faire partie du dogme, constituent néanmoins des obligations rigoureuses.

113- Un mode de vie et une conception de l'organisation sociale

Plus qu'une religion révélée par Mahomet, l'islam est un mode de vie et une conception de l'organisation sociale.

Contrairement à l'Évangile, le Coran mêle intimement le spirituel et le temporel, le sacré et le profane. Aussi, l'islam façonne un véritable genre humain, dont le représentant est le musulman. Homme totalement soumis à la volonté de Dieu, il est patient sinon fataliste (croyance à la prédestination, le « mektoub ») ; la notion du temps lui est secondaire. Il se montre intransigeant sur les droits du croyant (les infidèles ne sont pas égaux, mais il faut leur réserver, notamment aux juifs et aux chrétiens, un statut particulier : la « dhimma »), tolérant quand il est pris individuellement (mais la foule musulmane se laisse volontiers porter au fanatisme). Enfin, sa morale quotidienne se confond avec la morale religieuse.

L'islam ne règle pas seulement les relations de l'homme avec Dieu ; source de toute l'organisation sociale et politique, il régit aussi ses relations avec les autres hommes. Le Coran régleme le mariage et le divorce ; il définit les droits de succession, précise la liste des crimes et des sanctions qui leur sont appliquées. La loi religieuse ou la « charia » s'applique également à la vie économique et sociale. Ainsi, certaines attitudes, face à l'égalité sociale, la famille ou le commerce, sont directement imprégnées du Coran. L'islam est égalitariste : tous les croyants sont égaux, mais seulement devant Dieu, pas véritablement entre eux. Le droit de propriété est affirmé, de même que le pouvoir du chef de famille. La sujétion de la femme musulmane, considérée comme inférieure mais qu'il faut protéger, a été imposée personnellement par Mahomet. Le prêt à intérêt, l'usure, est mal considéré ; cela oblige les banques islamiques à contourner cet interdit en redistribuant, comme au Soudan, leurs confortables dividendes aux actionnaires, pour la plupart personnes ou associations proches des Frères Musulmans.

114- Les germes d'une dérive spirituelle et politique

Une religion « globalisante »

Proposant au-delà des références spirituelles, un modèle d'organisation sociale et politique, l'islam revêt un caractère globalisant. Dans la société de type musulman, l'idée d'une séparation de la religion et de l'État est dénuée de sens, le pouvoir politique et le pouvoir religieux ne faisant qu'un. « Dans l'islam, écrit ainsi Bernard Lewis, la religion n'est pas, comme dans le christianisme, un secteur ou une province de la vie, réglementant certains domaines, tandis que d'autres échappent à son emprise ; la religion islamique intéresse la vie toute entière – exerçant une juridiction non point limitée mais globale ». L'adhésion à cette idée fonde pour partie, l'attachement des islamistes à restaurer la théocratie islamique au sein

de la communauté musulmane, qui bien plus qu'un lointain souvenir du passé fait sens dans l'inconscient collectif et identitaire arabo-musulman.

Communauté et solidarité, deux notions essentielles

Les notions de communauté, la « oummah » et plus largement, de solidarité, revêtent une importance particulière. Ces concepts ont en effet, une essence religieuse qui exprime la vocation spirituelle unitaire de l'islam et la vertu sociale de son message. La « oummah » apparaît comme une communauté humaine idéale à dimension spirituelle et sociale ; cette approche s'inscrit en rupture avec toute logique étatique voire nationale.

L'absence de hiérarchie

Au-delà et exception faite du chi'isme, aucune hiérarchie identifiée susceptible d'éclairer la réflexion du fidèle ne domine la communauté musulmane. L'explication réside dans la proclamation de l'égalité entre musulmans. Le fidèle refuse toute soumission à un pouvoir exercé par l'homme ; seule, la soumission à Allah est admise. Isolé face à ses convictions, confronté à ses interrogations et ne se référant qu'au Coran, le fidèle peut s'égarer spirituellement.

Contradictions et incohérences

Cet égarement constitue un risque d'autant plus prégnant que l'islam présente de nombreuses contradictions, voire des incohérences. Ainsi trouve-t-on dans le Coran des préceptes de miséricorde, des appels à la fraternité, comme des invitations à ne pas tolérer l'infidélité. Jacques Rollet, universitaire à Rouen, à ce titre, met en avant l'œuvre expansionniste de Mahomet en opposition à la conduite de Jésus.

Une lecture incertaine du « djihad »

Enfin, le « djihad », combat visant à défendre la foi, constitue, en son essence profonde, le moyen d'imposer l'ordre et la justice de Dieu. Cependant, il doit être modelé par l'« ijthad », interprétation de la révélation en fonction des circonstances. A cette seule condition, il peut être facteur de progrès, de paix et de tolérance. Sans cela, il ouvre la porte aux lectures du Coran les plus archaïques et les plus barbares et devient prétexte à engager une véritable lutte armée contre les infidèles.

12. De l'islam à l'islamisme

121- Les bienfaits de l'islam

Les premiers siècles de l'Hégire voient l'expansion de l'islam d'abord sur les pourtours de la Méditerranée, puis, dans un passé moins lointain, sur l'ensemble des continents. Ce mouvement permet le développement du commerce et la multiplication des échanges entre l'Orient et l'Occident. Ainsi, du VIII^{ème} au XII^{ème} siècle, la religion musulmane apporte une contribution abondante à la science. Cet apport concerne l'ensemble des matières scientifiques : les mathématiques, l'astronomie, la médecine... Incitant à recenser les nombreux ouvrages de l'Antiquité, à les traduire et à les diffuser dans tout l'empire, l'islam est un réel propagateur du savoir. Parallèlement, une réelle créativité agit d'autres domaines, comme la culture et la philosophie.

A partir du XIII^{ème} siècle, en revanche, les peuples de confession musulmane entrent dans une ère de stérilité scientifique et intellectuelle. Les grandes découvertes conduites par l'Occident contemporain, les divisions internes de l'empire, les invasions mongoles et la Reconquista espagnole en sont les causes les plus évidentes. La fermeture des portes de l'« ijtihad » en radicalise les effets.

122- Les défis de la modernité

L'expédition de Bonaparte en Egypte, de 1798 à 1801, marque l'entrée de la modernité occidentale dans les sociétés arabo-musulmanes.

Cette confrontation, ce choc qui frappe la pensée arabe et l'islam politique de l'époque amènent ces sociétés à prendre conscience de leurs faiblesses. Le traditionnalisme rigide imposé par la souveraineté ottomane au XVI^{ème} siècle explique tout d'abord, leur retard culturel. La pensée religieuse a régressé : deux courants principaux, l'islam officiel des Ulemas, cantonnés dans le respect des dogmes et celui populaire mythique, attaché à des rites et sans perspective passée ou future, se sont substitués à l'islam classique, érudit et juridique, ouvert à l'« ijtihad » et à la raison spéculative. Enfin, elles sont incapables de s'opposer intellectuellement à une Europe engagée, depuis la Renaissance et la Réforme, dans une réflexion en rupture avec la pensée antique et médiévale, fondatrice de sa modernité.

S'ensuit une profonde agitation intellectuelle et religieuse visant à la renaissance du monde arabo-musulman.

123- Une agitation intellectuelle et politique

Inscrite dans un contexte de crise de la conscience arabo-islamique qu'entretient l'occupation étrangère, cette effervescence intellectuelle donnent progressivement naissance à différents courants de pensée.

S'imposant dès le XIX^{ème} siècle pour se prolonger au XX^{ème}, le courant libéral ou rationaliste, influencé par la philosophie des lumières, manifeste l'intention de réconcilier les valeurs de l'islam avec les legs de la civilisation occidentale.

Perceptible à partir de 1880, le courant réformiste cherche le salut du monde arabo-musulman dans la rénovation de l'héritage culturel et religieux et son insertion dans une modernité relue par un islam moderniste.

Le courant conservateur est également présent. Créé au XVIII^{ème} siècle par le Cheikh Mohamed Ibn Abd al-Wahhab, qui fut à l'origine de l'édification de l'Arabie Saoudite, le wahabisme prône la restauration d'un islam rigoriste et la création d'un Etat musulman basé sur la pureté originelle de la religion. Fondé au Soudan par le Cheikh Mohamed Ahmad Ibn Abdallah en 1881, le mahdisme projette de rétablir l'islam des origines tout en menant un combat politique pour l'émancipation des pays sous tutelle étrangère.

L'agitation se prolonge au XX^{ème} siècle. Entre les deux guerres, le mouvement moderniste emprunte des voies et des orientations diverses : libéralisme, laïcisme...sans oser s'attaquer aux courants traditionnalistes. A l'opposé, la sensibilité politico-religieuse se radicalise.

124- Les auteurs reconnus de la pensée radicale

Deux personnages, en particulier, influencent la pensée religieuse. Hassan al Banna (1906-1949), instituteur égyptien et Abu Ala Maududi (1903-1979), jeune indien engagé dans la lutte pour l'indépendance de l'Inde, élaborent des projets idéologico-politiques à partir d'une lecture radicale du Coran. Fondant respectivement les deux grands mouvements historiques, l'association des Frères musulmans et le Jama'at Islami, ils s'imposent comme les auteurs canoniques des courants islamistes sunnites à sensibilité fondamentaliste. Leurs thèses convainquent de nombreux intellectuels de haut niveau, des professionnels, hommes d'affaires et techniciens et sont la source première d'inspiration de la pensée idéologique islamiste contemporaine.

Sayyid Qotb, enseignant égyptien dont l'itinéraire passe par l'association des Frères musulmans, élabore sa propre doctrine en insistant sur la dimension politique de l'idéologie islamique. S'inscrivant en rupture avec l'ordre existant, il radicalise la pensée religieuse et place le « djihad » en son cœur. Il défend le principe d'un renforcement du rôle du guide religieux, à qui il reconnaît le pouvoir d'interprétation.

L'ayatollah Khomeiny enfin, adopte une approche encore plus extrémiste : il conçoit la théorie d'une authentique théocratie, modèle de régime idéologico-politique adopté dans le monde chi'ite. « Le guide, chef politique, doit être celui qui détient aussi la primauté dans le savoir religieux ». L'idée consiste à aligner le religieux sur le politique, celui-ci s'imposant en référence.

L'islamisme radical a donc pour dynamique première la définition politique de l'islam.

125- L'avènement de l'islamisme contemporain

Nourri par ce courant de pensée radicale, l'intégrisme islamique s'affirme en réaction au mirage économique et moderniste, en particulier dans les années 50 et 60. Ainsi est-il encouragé par le désarroi idéologique, le choc en retour des tentatives de modernisation du monde musulman, et le désir, devant l'échec tant de l'occidentalisation à outrance que des expériences socialisantes, de revenir à la « pureté de l'islam ». Ebranlées par l'irruption du modernisme et du rationalisme occidental, les structures sociales et mentales traditionnelles du monde musulman, veulent réagir.

Les masses musulmanes, qui ne profitent guère du progrès lié à la modernisation, sont choquées des atteintes portées, au nom de cette modernisation, à la stricte orthodoxie coranique. Mais si la foi islamique demeure toujours intense, elle s'accommode mal de l'idée de laïcité. Il n'est donc pas étonnant que la volonté de ne pas renier les valeurs propres de l'islam pour s'adapter aux exigences du monde moderne débouche sur un regain d'intérêt pour la religion épurée, sur la volonté de refaire du Coran la norme de toute organisation temporelle. Cette réaction islamique est la plus vive dans des pays ou des régions (Turquie, Iran, Egypte, Maghreb) où la modernisation de l'économie et la laïcisation de la société sont les plus avancées, entraînant mainmise étrangère, aliénation culturelle, urbanisation... L'islam s'impose comme un moyen de se recréer une identité.

L'intégrisme islamique a des racines à la fois politiques et religieuses. Né de l'échec du nationalisme arabe après 1967, comme des difficultés économiques et sociales du monde musulman en général, il sert de support à l'expression des mécontentements et des aspirations

du tiers monde. Devant les mutations (industrialisation, urbanisation, multiplication des moyens de communication...), la religion devient un refuge. Les islamistes rallient à leur cause aussi bien les déshérités que les intellectuels ou les personnes en quête de leur identité.

A l'arrogance des milieux occidentaux, que dénonce Bernard Lewis, lorsqu'il écrit que « ... nous autres, gens de l'Occident libéral, sommes le modèle du progrès et des lumières, la norme par laquelle les autres doivent être jugés. Etre comme nous, c'est être bon ; ne pas l'être, c'est être mauvais. Devenir plus semblable à nous, c'est s'améliorer ; devenir moins semblable, c'est se détériorer. », les intégristes islamiques opposent leur propre différence et leur supériorité morale et religieuse sur le monde occidental, jugé matérialiste et décadent. Ainsi, la Révolution islamique iranienne apparaît comme un retour aux idéaux islamiques, par opposition aux déviations de l'Occident : elle rétablit la primauté de la religion dans la société et la pose en référence ultime de l'identité et source première de l'autorité.

126- Entre fondamentalisme conservateur et islamisme révolutionnaire

Deux courants dominant très schématiquement le mouvement islamiste contemporain : le fondamentalisme conservateur et l'islamisme révolutionnaire.

Le fondamentalisme est l'affirmation, dans un environnement qui a radicalement changé, de la nécessité d'un retour aux Écritures comme seule base d'une indispensable rénovation. Contrairement au traditionalisme, il essaie de prendre en compte les changements dans la société et d'y répondre ; mais, comme le souligne Olivier Roy, il vise surtout à « obtenir des individus le retour à la pratique de l'islam dans la vie quotidienne (prières, jeûne, consommation exclusive de nourriture « hallal », port du voile par les femmes,...), tout en s'accompagnant d'une socialisation par le bas : espaces de rencontre, clubs, prêts de livres, cours pour les enfants, mais aussi coopératives, mise sur pied de transports en commun alternatifs (non mixtes), etc... ». Son expression politique s'incarne notamment dans les diverses mouvances des Frères Musulmans. Les fonds saoudiens ou pakistanais, ceux des émirats du Golfe - notamment de l'Arabie Saoudite et du Koweït - permettent de constituer de vastes réseaux d'entraide (écoles, dispensaires, associations caritatives) sans laquelle leur influence serait mince.

Le second courant, « l'islamisme révolutionnaire », ne se différencie pas du précédent sur la nécessité de revenir à l'islam originel, mais sur la question du pouvoir politique. Il témoigne en effet d'un désir croissant, chez ses adeptes, de s'affirmer sur le plan social et

politique. Alors que les fondamentalistes s'accrochent souvent aux pouvoirs en place, ces derniers aspirent à les renverser, y compris par la violence. La plupart se réfèrent à la doctrine de Sayyed Qotb, même s'ils l'interprètent dans un sens qui ne fut pas forcément celui de son auteur : il faut mener une lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane qui sont, en réalité, des pouvoirs impies. La justification réside dans le fait que, selon eux, les musulmans négligent le plus souvent une partie de leurs responsabilités de croyants, notamment dans le domaine de la politique et des relations avec les non-musulmans. Depuis l'abolition, en 1924, du califat ottoman, dernier des gouvernements islamiques multinationaux, la majorité des musulmans du Moyen-Orient est gouvernée soit par des chefs tribaux, féodaux ou monarchiques traditionnels, soit par des élites modernisées et, au moins en partie, laïcisées. Ces élites et la majorité des chefs sont attentifs aux intérêts des forces et des pouvoirs extérieurs, pour la plupart non musulmans, et pas assez sensibilisés aux besoins réels de leurs sujets musulmans. Ils doivent donc être remplacés par des représentants qui connaissent mieux le mode de gouvernement islamique et qui sont davantage susceptibles de permettre à la population majoritaire de vivre en conformité plus étroite avec les règles de l'islam.

13. Une nouvelle ère ?

131 - L'apparition du terrorisme islamique

La dérive de l'islamisme

Les années 70 voient se multiplier les mouvements extrémistes. Dans le monde sunnite, divers groupuscules se créent à partir de la matrice conceptuelle de Sayyid Qotb. Les plus importants se trouvent en Égypte et depuis quelques années, en Algérie ; ces mouvements se sont séparés des Frères musulmans jugés trop modérés. Dans le monde chi'ite, bénéficiant du soutien de la république islamique d'Iran, les mouvements radicaux se développent de la même manière. Dans le sous-continent indien sunnite enfin, des mouvements existent sans revendiquer le même extrémisme.

De cette nébuleuse activiste émergent, dans les années 90, divers mouvements néo-fondamentalistes, qui ont recours à de nouvelles formes de violence. Visant originellement l'État et les marques de la présence occidentale, leur action s'attaque désormais à des cibles sociales et culturelles : agression de femmes émancipées, lutte contre les intellectuels

laïcs...Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce glissement. Le recrutement des islamistes concerne désormais les milieux marginalisés, abandonnant intellectuels et catégories sociales frustrées par les oligarchies régnautes. En crise, ne disposant pas suffisamment de moyens, le système scolaire évolue et façonne un nouvel état d'esprit, davantage tourné vers la chose religieuse : création d'écoles religieuses privées, en substitution de l'appareil gouvernemental, recours à des prêcheurs itinérants qui internationalisent les réseaux d'influence ou à des mollahs, en remplacement des enseignants et de théologiens... Enfin, le rapprochement des « Oulemas » et des islamistes, longtemps opposés idéologiquement, l'ouverture des universités traditionnelles au corpus moderne aident au brouillage des réseaux d'éducation et à la fusion des mouvances.

La conscience islamiste terroriste

Selon Antoine Basbous, deux dates déterminent le passage de l'islamisme radical au terrorisme. L'année 1979, tout d'abord, riche en événements, voit la naissance d'une conscience radicale islamiste : victoire des intégristes en Iran lors de la révolution, prise de la mosquée de la Mecque par les rebelles de Jouhaïmane Al-Outaïli et invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. L'islamisme se découvre un visage de mouvement politique, victorieux en Iran et s'impose en force de combat en Arabie saoudite et en Afghanistan, bientôt entretenue par tous les agitateurs du monde arabe.

L'année 1990 marque une nouvelle étape. La guerre du Golfe amène le roi Fahd à lancer un appel solennel aux Etats-Unis pour obtenir la protection des lieux saints. Cette attitude est perçue par les islamistes comme une trahison, tandis que les intégristes wahabites rejettent l'idée même d'une présence juive ou chrétienne sur la terre sainte. Désignés comme responsables, véritables apprentis sorciers, les Etats-Unis voient reporter à leur endroit et cristallisent la défiance de l'international islamique qui a pris corps en Afghanistan. Dans le même temps, en 1994, les Talibans accèdent au pouvoir en Afghanistan. Ils bénéficient du soutien du Pakistan, base arrière de l'organisation Al Quaidà créée en 1988 par Oussama Ben Laden.

Un vif ressentiment

Ce terrorisme islamiste nourrit un vif ressentiment à l'encontre des Etats-Unis. Invoquant la souillure de la terre sainte par les troupes américaines, l'oubli des promesses de

règlement du conflit israélo-arabe faite pendant le Golfe et les conséquences dramatiques de l'embargo en Irak, il prétend punir l'oncle Sam pour son arrogance et sa provocation.

132 – L'émergence d'un fondamentalisme respectable ?

Les organisations militantes déterminent une part réduite du mouvement islamique. Dans les années 90, ses composantes cessent d'être restreintes à de petites organisations marginales en périphérie de la société. Devenues partie intégrante de la mouvance musulmane, elles prennent de plus en plus part à la vie politique.

Plus significatif, un phénomène nouveau apparaît dans quelques pays arabes soumis à des systèmes politiques à sensibilité libérale et organisant des élections démocratiques : l'arrivée à la tête de l'Etat de groupes fondamentalistes, suite à des succès électoraux légitimes. Certains ont obtenu des postes de responsabilité dans des équipes gouvernementales. D'autres, comme en Turquie, sont parvenus à conquérir le pouvoir. Aujourd'hui, les groupes islamistes les plus influents au Moyen-Orient ne sont pas le Hamas ou le Djihad islamique, qui peuvent tuer ou terroriser mais qui pourraient difficilement prendre le pouvoir et gouverner. Les forces dominantes de la mouvance islamique sont plutôt des groupes comme le FIS ou la Fraternité Musulmane, moins fermés en apparence aux principes démocratiques. Le fondamentalisme islamique revêt-il un habillage de respectabilité pour mieux servir ses desseins ou reconsidère-t-il son projet socio-politique ? L'absence de recul ne permet pas pour l'instant de répondre à une question qui propose à l'Occident un nouveau défi dans l'appréhension de la réalité islamique : en prendre la juste mesure.

L'islamisme est le symptôme d'un malaise social, d'une quête politique insatisfaite et d'un désœuvrement culturel qui tourmente les sociétés de confession islamique, notamment dans le monde arabo-musulman. Expression politique du désespoir et de l'humiliation, manifestation de peur vis-à-vis de la modernité, il prétend résister au modèle culturel dominant occidental. Instrumentalisant l'islam à des fins politiques, il s'engage résolument dans la quête du pouvoir et selon les sensibilités géographiques, politiques, culturelles ou historiques, met en œuvre des stratégies plus ou moins offensives.

Deuxième partie :

LES MENACES REPRESENTÉES PAR L'ISLAMISME, ENTRE MYTHE ET REALITE

Facteur d'incertitude et d'instabilité, cette instrumentalisation de la religion à des fins politiques représente, pour l'ordre actuellement établi, diverses menaces de sensibilités inégales.

21. Un amalgame grossier entre islam et islamisme

211- Une confusion fréquente

En Occident, l'islam est souvent perçu de manière univoque. En raison de l'irruption spectaculaire de l'islamisme radical, il est vécu comme la religion de la confusion du spirituel et du temporel. Les débats sur les rapports de l'islam à la modernité sont fréquemment posés avec passion et polémique. A de rares exceptions, les médias réduisent l'extraordinaire richesse historique, humaine, culturelle du monde islamique aux manifestations de violence de certains groupes islamistes ou à l'activisme de certaines sensibilités radicales dans les zones défavorisées. Certains observateurs rejoignent même parfois les islamistes eux-mêmes en postulant l'immutabilité du dogme musulman. La confusion est fréquente ; l'amalgame entre islam et islamisme, aisée.

212- Occultation ou mépris de la pluralité culturelle et des évolutions historiques ?

Cette approche procède de plusieurs occultations : rejet de l'histoire, oubli des nombreuses controverses au sujet de la nature et de la conduite de l'Etat (divergences autour de la notion de Califat, schismes sunnite, chi'ite et khâréjite, débats entre théoriciens de l'islam théologico-juridique et, à l'instar des mystiques soufis, partisan d'une religion du for intérieur...), négation des échanges et confrontations, qui n'ont de cesse d'aborder de manière riche et profonde des thèmes aussi variés que la raison humaine, l'humanisme, la séparation du politique et du religieux..., occultation des évolutions socio-politiques, des mutations psychologiques, des transformations juridiques et institutionnelles...

En confondant l'islam (religion, cultures, sociétés et civilisations) et l'islamisme (idéologie politique de combat), en enfermant le croyant dans les limites d'une doctrine supposée immuable, en postulant l'existence d'une culture musulmane cohérente et

monolithique et d'une identité musulmane intemporelle, les islamistes, suivis par certains détracteurs, escamotent la pluralité sociale et culturelle du monde où l'islam se trouve majoritaire et en nient les changements historiques et les mutations profondes.

213- Une méfiance voire une défiance vis-à-vis de l'islam

Cette confusion a des effets pervers. Elle ouvre la voie à la manipulation des personnes influençables qui s'adonne à une lecture approximative du Coran. Conjointement, tout étranger à la religion peut porter un regard suspicieux sur ce qui lui semble être d'inspiration islamique : l'islamisme bien évidemment, mais également la propre religion islamique, la culture musulmane...

Cette méfiance voire cette défiance est régulièrement source d'incompréhension et peut être à l'origine d'une xénophobie, occasionnellement observée dans les sociétés occidentales. Les principales victimes en sont les musulmans ou autres communautés de confession islamique, qui bien que désireux de s'intégrer ou plus simplement, respectueux de la culture occidentale, sont désignés par amalgame comme des ennemis potentiels et donc rejetés.

22. L'islamisme, une sensibilité fédératrice autour de visées politiques convergentes

221- Vers l'émergence d'une internationale islamique ?

Les islamistes affirment la primauté de la « oummah », communauté des croyants, sur toutes les nations existantes ; ils appellent à la solidarité musulmane, au-delà des clivages voire des affrontements nationaux ou ethniques.

Pour autant, sous couvert de différences idéologiques, les oppositions sont prégnantes. Déjà, les bassins culturels apparaissent cloisonnés et distincts. Le mouvement des Frères musulmans par exemple, s'étend dans le Moyen-Orient arabe, le Jama'at-i Islami, dans le sous-continent indien et les destinations de l'émigration qui en dépend. De la même manière, le fossé qui sépare chi'ites et sunnites ne semble pas pouvoir être comblé. Seule la capacité de mobilisation de ces mouvements radicaux à l'intérieur de leur aire d'influence doit donc être examinée.

Concernant la mouvance chi'ite, l'Iran souhaite s'imposer en guide et rallier les sensibilités plus ou moins proches observées dans l'ensemble du monde arabe. Cette politique

est un échec. Les Frères musulmans et le Jama'at s'y sont opposés en arguant de leur légitimité historique et en refusant d'accepter la supériorité idéologique ou tout simplement intellectuel du chi'isme. Ce dernier ne suscite que suspicion de la part des autres mouvements et ne recrute que médiocrement au sein du monde sunnite. Au-delà, il préfère soutenir des régimes laïcs, communistes parfois, plutôt que de voir émerger des pôles rivaux. Il soutient la Syrie par exemple, malgré le massacre des Frères musulmans en 1982. Loin de favoriser l'émergence d'une internationale islamique, cette attitude contribue à maintenir le clivage entre chi'isme et sunnisme. Cette opposition se renforce de nos jours, avec l'activisme des sensibilités néo-fondamentalistes, viscéralement hostiles au chi'isme, dans la tradition du fondamentalisme sunnite.

Un inventaire des mouvements islamistes contemporains montre à quel point ils expriment des réalités avant tout nationales, quand ils ne sont pas l'expression d'un certain nationalisme. Les organes de direction des Frères musulmans par exemple, regroupe massivement des égyptiens ; le mouvement palestinien Hamas, qui au début, attaquait l'Organisation de Libération de la Palestine sur son laïcisme, est devenu le mouvement palestinien nationaliste par excellence.

Ces structures, relativement institutionnelles, sont aujourd'hui dépassés par des réseaux informels et plus radicaux, qu'ils ne contrôlent pas, même s'ils ont contribué à les lancer. Depuis le début des années 90 se sont mis en place des mouvements transnationaux, articulés sur la circulation des militants plus que sur une véritable organisation. Définissant une nébuleuse aux pourtours flous où percent quelques petits chefs charismatiques, ces internationales-néofondamentalistes tirent moins leur cohérence d'une volonté stratégique que de l'expression d'une nouvelle réalité sociale : celle du déracinement et du nomadisme de diasporas musulmanes dans le monde occidental. En quête de grandes causes, ils s'inscrivent dans une logique de rupture avec leur propre culture et s'inventent une nouvelle identité cosmopolite : le musulman errant, coupé des racines d'une société concrète. Leur attractivité reste cependant réduite.

222- Le rejet des modèles de société actuels

Hormis ces réseaux néo-fondamentalistes dont la portée politique est limitée, la plupart des groupes islamistes moyen-orientaux poursuivent un objectif commun, la création d'une société islamique dans laquelle ils pourraient vivre sous un régime guidé par les règles de leur foi, telles que les codifie la loi islamique.

Pour les extrémistes, la première condition de la réalisation de cet objectif est le renversement par la force des élites actuellement au pouvoir au Moyen-Orient ; celles-ci servent des régimes aussi différents que les monarchies du Maroc, de l'Arabie Saoudite, de l'Émirat du Koweït et des Émirats arabes unis, et les régimes laïcs de l'Algérie, de l'Égypte et de la Tunisie. Pour les islamistes d'Israël et des territoires occupés, c'est la destruction de l'État israélien. La satisfaction d'un tel préalable est de nature à créer une véritable instabilité sociale et à opérer une profonde scission au sein de la société, entre les élites rejetées et le peuple.

Les idéologies importées telles que le communisme, le socialisme, le libéralisme ou le nationalisme sont, et pas tout à fait sans raison, soit considérées comme des échecs là où elles ont été mises à l'essai, soit jugées indésirables là où elles ne l'ont pas été, parce qu'elles préconisent des politiques non islamiques ou semblent incompatibles avec les normes islamiques. Une fois tombés, les régimes qui obéissent à ces idéologies, céderaient la place à des pouvoirs islamiques à sensibilité totalitaire. La république islamique d'Iran ou le régime des Talibans, au pouvoir en Afghanistan jusqu'en 2002, en fournissent de tristes exemples.

223- L'édification d'un nouvel ordre mondial plus favorable aux pays musulmans ?

Le mouvement islamiste a pour objectif à long terme la constitution d'un bloc d'États dont les gouvernements appliqueraient la loi et les pratiques de l'islam. Il espère qu'un tel bloc pourrait, seul ou en s'alliant avec d'autres nations du tiers-monde, changer les règles du système international, surtout dans le domaine commercial, et modifier ainsi l'équilibre actuel des puissances économiques et politiques dans l'ensemble du monde. C'est pourquoi sa vision du monde est menaçante pour l'Occident, selon certains. Les islamistes croient que l'islam peut créer, ou contribuer à créer, un ordre politique équitable à l'échelle tant internationale que nationale. Pour eux, comme pour la plupart des régimes du tiers-monde, les règles et règlements actuels ont été établis par les grandes puissances pour protéger leurs propres intérêts et perpétuer leur prédominance politique et économique.

En se référant à des termes comme « la crise du Croissant » ou « l'intifada globale », les néo-orientalistes affirment que le monde musulman, riche de son pétrole, et de plus d'un milliard d'adeptes, pourrait devenir un formidable concurrent à la puissance occidentale.

A l'opposé existe une autre vision, plus tiers-mondiste, qui situe plutôt les causes des problèmes conflictuels actuels dans le passé colonialiste occidental. Cette vision postule qu'au lieu de l'apparence monolithique de l'islam, la réalité est un morcellement ethnique, sectaire

et idéologique du monde musulman consécutif à des batailles territoriales. Il n'y aurait donc pas aujourd'hui de « grand concurrent musulman ». Non seulement parce que les pays musulmans sont et resteront encore longtemps plus faibles que ceux de l'Occident, mais aussi parce qu'ils ne forment pas une alliance internationale cohérente que certains envisagent.

224- L'affrontement entre les civilisations occidentale et musulmane ?

Le fait que le modernisme soit centré sur l'Occident entraîne souvent que les deux mots sont confondus et utilisés l'un à la place de l'autre. En tentant de qualifier les mouvements islamiques, certains font ainsi l'amalgame entre anti-occidentalisme et anti-modernisme. Quelques penseurs y perçoivent l'affrontement entre islam et modernité, ou islam et Occident.

Le sujet concernant la compatibilité de l'islam et de la démocratie divise donc l'opinion occidentale.

Pour les disciples de Huntington, l'incompatibilité est avérée. La question est en fait plus précise : l'islam est-il compatible avec les sociétés occidentales libérales, orientées vers les droits de l'homme ? Dans la conception monolithique des civilisations, la réponse ne peut être que non. Cependant, cette école de pensée occidentale n'envisage la démocratie qu'en tant qu'organisation institutionnelle laïque. Sous cette acception, l'islam ne peut pas être compatible avec la démocratie.

Pour les nouveaux tiers-mondistes, il existe une possibilité que se développe une version de la démocratie adaptée à l'islam, ou plutôt adaptée par l'islam. Car pour l'islam, du moins en théorie, il n'y a pas de séparation de la religion et de l'État ; la souveraineté appartient à Dieu, et le Coran et les « hadith » sont les seules sources de loi. L'islam en fait, a déjà développé un certain degré de démocratie comme partie de la pensée politique islamique. Parlant du manque d'enthousiasme ou du manque de soutien à la libéralisation de la politique, les islamistes affirment que les réalités politiques n'ont pas permis le développement de traditions et d'institutions démocratiques. Des économies faibles, l'analphabétisme et de forts taux de chômage, plus spécialement dans la population jeune, exacerbent la situation. Cela affaiblit la confiance éventuelle dans un gouvernement laïc et accroît la portée de l'appel du fondamentalisme islamique. Misère, exclusion, frustration engendrées par le nouvel ordre mondial nourrissent l'islamisme et ses dérivés les plus extrémistes. Le risque majeur ne réside donc pas tant dans un conflit civilisationnel d'origine idéologique ou religieux, que dans un affrontement sociétal entre pays riches et pays pauvres.

Enfin, la situation géopolitique mondiale et le jeu diplomatique observé dans différentes régions du globe peuvent attiser cette opposition. La démarche de certains pays, comme les Etats-Unis pour ne citer qu'un exemple, leurs visées hégémoniques fondées sur le souci de défendre des intérêts stratégiques, bouscule l'ordre établi au risque de heurter les sensibilités nationales et de faire naître les sentiments de rancœur, d'humiliation et de haine. L'invocation de causes aussi nobles que la défense de la paix ou le secours aux populations opprimées, trouve d'autant moins d'écho que le caractère religieux de l'initiative est mise en avant. S'articule alors une logique de guerre de religion, qui trouble le message que souhaite éventuellement adresser l'Occident. L'incompréhension mutuelle devient plus pesante ; la méfiance se radicalise pour finalement céder la place à la défiance.

23. Capacités de nuisance de l'islamisme : un arsenal hétérogène

231- Le pétrole, une arme économique d'efficacité limitée

L'approvisionnement en pétrole est une préoccupation essentielle des pays occidentaux. Un embargo sur le pétrole décidé par des gouvernements islamistes aurait des répercussions considérables sur l'économie mondiale et particulièrement, sur les intérêts occidentaux. A contrario, ces gouvernements restent soumis à la logique des lois du marché : le pétrole n'a de valeur que si on l'achète et donc, si on le vend. Cette évidence lui impose d'utiliser avec discernement ce moyen de pression, sous peine de perdre les avantages offerts par la possession de l'or noir. L'exemple de l'Iran, pendant les années 80, qui n'a pas interrompu ses transactions pétrolières, met en évidence la faible portée d'une telle arme. Ainsi, quelle que soit leur obédience, les gouvernements du Moyen-Orient auront toujours besoin de vendre leur pétrole pour subvenir aux besoins de leur pays.

232- Une menace démographique réelle

La migration de nombreux ressortissants moyen-orientaux, principalement vers les pays d'Europe de l'ouest, suscite au sein des populations occidentales un sentiment de crainte face à une éventuelle menace musulmane. Ces vagues migratoires successives, anciennes pour les premières, plus ou moins encouragées ou subies selon les périodes, créent, de nos jours, des problèmes économiques, moraux et politiques, spécialement en France et en Allemagne. Le contexte de crise économique à l'origine d'un chômage galopant, se heurte à une tradition

d'accueil des étrangers. De la même façon, la perspective de grandes migrations, pour ne pas dire d'exodes, en cas d'accession au pouvoir de mouvements islamistes dans des pays musulmans comme l'Algérie ou l'Égypte, effraie.

Le taux de natalité, au moins deux fois supérieur à celui des populations occidentales, renforce cette peur de la menace démographique. Certains islamistes tiennent d'ailleurs un discours sans ambiguïté, reprenant l'image choquante mais fort évocatrice suivante : « La victoire sera obtenue par le ventre de nos femmes. »

233- Islamisation des populations immigrées dans les pays occidentaux

Nombre de pays occidentaux de tradition judéo-chrétienne connaissent un essor de l'islam, notamment depuis une vingtaine d'années. Attirant un nombre croissant d'adeptes, ce dernier s'impose régulièrement comme deuxième religion la plus pratiquée, comme en France, en Allemagne ou au Royaume-Uni.

Placées au cœur des débats sécuritaires actuels, les banlieues de nombreuses grandes villes occidentales sont sensibles aux excès possibles d'un tel essor ; elles constituent en effet les principaux foyers de l'activisme islamiste. Pour des raisons historiques, économiques et sociales, ces zones concentrent une population à fort taux d'immigrés. Profitant d'une jeunesse désœuvrée, mais également de contextes national et international favorables, les islamistes s'y sont installés progressivement depuis vingt ans. Ils y développent une activité prosélyte et terroriste, faisant de certains pays, comme la Belgique ou la France par exemple, les bases arrières de l'islamisme mondial, notamment grâce à des réseaux logistiques performants. Les dangers qu'ils représentent sont patents, en-deçà même du terrorisme, car ils mettent directement en cause un processus d'intégration délicat de toute une partie des populations. La question est de savoir si nos immigrés à défaut d'être assimilés, sauront s'intégrer et s'adapter sans heurts.

Au-delà de cette incertitude, les musulmans qui vivent en France ou en Allemagne, fragilisent l'ordre éthique établi. L'être humain ne semble pas avoir la même valeur dans les cultures associées à l'islam. En fait, cette menace putative a obligé l'Occident à examiner ses propres valeurs intrinsèques telles que la tolérance religieuse, la liberté d'expression, les droits de l'homme et même la démocratie. Certains se risquent même, plus largement, à remettre en cause les valeurs occidentales, plutôt que de dénoncer la prétendue démocratie des pays islamiques.

234- Le recours à la force : entre menace militaire réduite et terrorisme efficient

Une menace militaire réduite

Concernant le potentiel militaire du monde musulman, les gouvernements radicaux islamiques et anti-occidentaux du Moyen-Orient, tels que l'Irak, la Syrie ou la Libye, sont probablement détenteurs d'armes de destruction massive ou possèdent au moins des programmes de développement de tels armements. Cependant, encore une fois, la possibilité d'une menace monolithique panislamique, éventuellement fondée sur le recours à de telles armes, semble exagérée. De surcroît, il semble improbable qu'une nation islamique mette ses capacités militaires au service d'une cause panislamique. Le développement d'armes de destruction massive répond en effet plus à des soucis d'ordre sécuritaire ou à des ambitions nationales qu'à des visées islamiques. Enfin, les contraintes d'ordre économique, technologique et politique, qui ont empêché de nombreux pays d'accéder au club des possesseurs de tels outils, continuent à s'exercer sur les gouvernements islamistes.

Radicalisation du terrorisme islamique

Depuis sa révolution de 1979, l'Iran n'a cessé d'exporter son modèle politique dans d'autres parties du monde musulman, en particulier dans les pays d'obédience chi'ite du Moyen-Orient et du Golfe. Pour véhiculer son idéologie radicale à l'extérieur de ses frontières, il rejoint, aux côtés de l'Irak, la Syrie, la Libye et l'Afghanistan, les Etats les plus actifs dans le domaine du terrorisme international. Cette cause d'instabilité régionale à répercussions mondiales préoccupe grandement les pays occidentaux.

Cette crainte est d'autant plus profonde que le terrorisme a récemment acquis une dimension nouvelle. De stature désormais internationale, il se manifeste dans la conduite d'opérations de grande ampleur, à forte capacité de nuisance. Articulé autour de réseaux sans véritable hiérarchie et au lien lâche et évolutif, il bénéficie de tous les apports techniques et technologiques, et s'appuie sur une logistique exceptionnelle assurée par des ressources considérables. Il se refuse à tout dialogue, négociation ou compromis et prévoit le recours sans limite à tous les moyens disponibles. Refutant les notions d'Etat, de frontière ou de souveraineté, il ne se fonde sur aucun projet de construction politique. Il met en scène des individus appartenant à des milieux sociaux souvent aisés, instruits et pleinement intégrés à la société.

Amalgame grossier entre fidèles de l'islam et islamistes, concurrence avec l'Occident, affrontement entre civilisations, recours aux armes politiques, économiques, démographiques, et sociales, emploi de la violence ... autant de travers, autant de phénomènes présentés fréquemment comme des menaces par l'Occident, mais dont l'évaluation est parfois erronée. En accord avec une perception occidentale de l'islam souvent alarmiste, la vision néo-orientaliste du professeur Huntington est largement souscrite.

Pourtant, l'islam n'est pas en cause. Seule, une interprétation idéologique orientée, une instrumentalisation à des fins politiques sont sources de dérives potentielles. La vigilance s'impose, tant les enjeux sont importants.

Troisième partie :

LUTTER CONTRE L'ISLAMISME, UNE STRATEGIE GLOBALE

Il convient donc de réagir en élaborant puis en mettant en œuvre une stratégie globale de lutte contre l'islamisme. Celle-ci met en scène d'une part, les pays de confession islamique ; d'autre part, l'Occident incité à appréhender avec respect la réalité islamique et à combattre résolument les mouvements terroristes.

31. Une révolution idéologique, politique, économique et sociale

La crise actuelle se fonde non seulement, sur une appréhension réservée des valeurs culturelles véhiculées par la modernité, mais également, sur la misère sociale amplifiée par une apathie politique. Seule, une véritable révolution idéologique et politique semble pouvoir remédier à la situation.

311- L'engagement démocratique

Le projet islamiste vise à soumettre les affaires de la cité à la « charia ». Il prend corps au fil des tentatives de détournement du message religieux au profit de combats politiques partisans. Face à cette menace, intellectuels et responsables politiques ont l'obligation de relever un double défi : concilier l'islam et la modernité et démocratiser et laïciser l'Etat.

La démarche qui consiste à rapprocher la tradition de la modernité relève de la gageure. L'opposition tranchée entre les courants intégristes, défenseurs d'une « islamisation de la modernité » et les sensibilités réformatrices et modernistes, appelant de leurs vœux la « modernisation de l'islam », convainc de l'utopie d'une telle démarche. Aussi, il importe plutôt de réfléchir à l'émergence d'une « islamité de progrès » capable d'unir l'héritage du passé et un projet démocratique, pour reprendre une analyse d'Abderrahim Lamchichi.

Dans la plupart des pays arabes, il est nécessaire de renouer avec les principes et les pratiques démocratiques. Divers axes de réflexion leur sont proposés : adoption du suffrage universel, garantie du secret du vote et de la pluralité des candidatures, mise en place de gouvernements dont la légitimité se fonde sur une majorité issue d'élections libres, respect du principe de libre- alternance et défense des droits des minorités, élaboration de régimes politiques assis sur une Constitution garantissant les droits et les libertés fondamentales de

l'individu, contrôle de la constitutionnalité des lois et règlements...Seul, l'Etat de droit peut offrir le cadre institutionnel d'une démocratie véritable.

La démocratisation suppose une réelle participation des citoyens et donc, un élargissement des espaces de liberté et d'expression du pluralisme culturel et politique. D'autres conditions essentielles doivent venir s'ajouter à ces principes fondamentaux : édification d'une société civile et définition d'une citoyenneté effective. Les élites ont l'obligation d'encourager ce mouvement tandis que certains vecteurs culturels et sociaux doivent le servir : le système scolaire et éducatif, bien évidemment, mais au-delà, les entités intellectuelles et culturelles, une presse libre et émancipée, les mouvements associatifs, les associations de défense...

Conjointement, les pays arabo-musulmans ont à consolider leur stabilité interne et à éradiquer les facteurs de tension qui favorisent la montée de l'intégrisme. Le processus de démocratisation ne peut véritablement aboutir que dans un contexte sécurisé. Assurer la sécurité de la personne humaine en qualité de sujet de droit passe par la sécurité nationale et régionale ; cela suppose le respect des droits de l'homme et l'édification d'une citoyenneté réelle. Les gouvernements assument à ce titre, la responsabilité internationale de la protection des droits des citoyens.

Repoussant l'idée de démocratie, certains pays invoquent son incompatibilité avec leur spécificité culturelle ; cet argument est spécieux. En effet, quel que soit le pays d'origine, les individus et les associations engagés sur le terrain de la démocratisation empruntent le même langage, un langage qui se réfère à l'universalité des droits fondamentaux de l'homme. Il existe des valeurs universelles, une essence éthique voire morale des droits, appelés à s'imposer à tous les Etats, en l'occurrence ceux qui recourent à l'argutie de la spécificité religieuse ou à celle de la priorité au développement économique pour justifier les atteintes aux droits de l'homme.

De la même manière, l'islam peut convaincre qu'il rejette toute affirmation de l'esprit démocratique. Aux défenseurs de cette vision, on peut opposer que c'est au nom de l'islam que des individus, des groupes ou des associations réclament à leurs gouvernements la mise en place de mécanismes de protection des droits ; comme toutes les autres grandes religions, l'islam proclame comme principes fondamentaux, le droit à la vie, le respect de la dignité humaine...

La construction de la démocratie sera une œuvre de longue haleine, tant les pratiques antidémocratiques sont ancrées dans les mœurs et les habitudes. La volonté de rupture exprimée éventuellement par la population doit être relayée par les responsables à tous les échelons de la vie politique, culturelle et sociale ; l'entreprise de redressement démocratique et de renouvellement de la classe politique s'avère urgente face au discrédit qui frappe l'élite au pouvoir depuis l'indépendance.

312- L'embellissement économique et social

Cette réforme politique doit impérativement être accompagnée de solutions sociales à la détresse des populations. L'espoir réside dans un développement économique et social complémentaire, la condition préalable étant la libération des énergies critiques et créatrices.

Ainsi, pour autant que la réalisation du projet démocratique soit indispensable à la lutte contre l'intégrisme, elle doit nécessairement s'accompagner de profondes réformes économiques visant à terme, à améliorer de manière tangible les conditions matérielles de vie du citoyen. En l'absence de telles évolutions, ce projet demeure malheureusement, aux yeux de la majorité de la population, un discours vidé de tout contenu palpable.

Le développement économique, la redistribution équitable des richesses et le souci de justice sociale constituent donc des orientations majeures qui doivent inspirer la conduite des dirigeants.

313- La lutte contre l'obscurantisme

Le préalable à toute initiative est la lutte contre l'obscurantisme. Celle-ci repose pour l'essentiel sur l'éducation des populations, trop souvent délaissées.

L'accomplissement d'une telle œuvre passe par une initiative politique ferme et est conditionné par l'implication des élites. L'ensemble des responsables présents aux divers échelons de la vie politique, culturelle et sociale doivent servir cette cause. L'élaboration d'un outil scolaire et éducatif adapté, la mise en place de moyens conséquents, l'assurance de pouvoir accéder à l'éducation, notamment pour les femmes, le développement de vecteurs culturels et sociaux... constituent quelques voies exploratoires orientées vers ce dessein. Complémentairement, la défense d'un islam éclairé, libéral doit se fonder sur le recrutement et la formation d'autorités religieuses favorables à une lecture moderne du Coran.

Eveillées, instruites, possédant des références et capables d'analyse critique, ces populations peuvent se montrer réactives aux enseignements théologiques qui leur sont dispensés.

Faire œuvre d'exégèse, interpréter les textes, les remettre en perspective et les confronter à la modernité semble bien un impératif : il représente une des barrières les plus efficaces au fondamentalisme, pour qu'il cesse de justifier impunément ses actes violents en invoquant le Coran et le djihad.

L'islamisme exploite la pauvreté et l'ignorance des populations pour promouvoir ses objectifs. Aussi, les questions liées au développement des Etats les plus pauvres doivent être davantage prises en considération, dans le cadre d'une stratégie globale de lutte.

32. Une attitude emprunte de considération de la part des pays occidentaux

Cette stratégie doit se fonder sur la connaissance respectueuse de la culture islamique, une approche apaisante des conflits nationaux et une aide globale.

321- Prise de conscience et respect occidental

Une regard ouvert et objectif : de la diversité des approches idéologiques

La communauté mondiale musulmane recèle une extraordinaire diversité sociale, culturelle et politique. A titre d'illustration, sur près d'un milliard de convertis, seulement cent quatre-vingts millions sont arabes. Dans le monde arabe déjà, vivent des juifs arabes, des chrétiens arabes et des musulmans berbères. Du fait probable de la séduisante simplicité de ses rites et dogmes, l'islam concerne aussi bien des américains noirs que les Ouïgours vivant aux confins de la Chine. Il existe non pas un islam, mais des islams, le plus souvent populaires, façonnés au fil des aléas historiques, politiques et culturels.

A la diversité des populations séduites sur tous les continents du monde répond la variété des pratiques religieuses. L'islam savant des docteurs de la foi diffère des sensibilités populaires observées dans les villes et les zones rurales. Exception faite du socle coranique, tout sépare l'islam confrérique des Mourides et des Tidjanes du Sénégal, l'islam chi'ite du mouvement Hezbollah libanais, le soufisme musulman ou les lois religieuses imposées par le régime islamique de Téhéran.

S'il est vrai que les docteurs de la foi ont fermé la porte de l'« ijihad » depuis le douzième siècle, et imposé une pensée dogmatique et une orthodoxie sans prise sur le réel, il

n'en demeure pas moins que beaucoup de penseurs, d'hommes politiques, et même certains théologiens, se sont toujours exprimés pour réclamer des évolutions décisives vers la modernité et en faveur de la distinction entre sphère politique et sphère religieuse. Aujourd'hui même, deux tendances grossières contradictoires sont perceptibles dans les pays arabes : la manipulation idéologico-politique de la religion et la réflexion libre et créative.

L'Occident doit faire l'effort de découvrir cette réalité. Devant se refuser à tout amalgame, il doit s'ouvrir avec lucidité à ces différentes sensibilités et encourager la tendance moderne et constructive.

Ecoute, compréhension et aide, dans le respect du droit national

Seule, une nation lucide et sereine peut engager une telle démarche. Elle doit avoir chassé les fantômes islamiques ou à défaut, les combattre avec discernement et efficacité ; elle doit être rassurée pour pouvoir s'ouvrir aux intérêts de l'autre.

Cette condition présuppose déjà sa parfaite identification. Un pays ne peut se satisfaire de nourrir en son sein, une communauté aux contours flous, pouvant prétendre exister, mais liée de manière plus ou moins opaque à des mouvements dissidents qui rejettent l'autorité de l'Etat ou s'inscrivent en rupture avec la société. Le dialogue impose la connaissance mutuelle, plus fondamentalement, l'identification des acteurs, éventuellement, de leurs représentants. Le projet relancé par l'actuel ministre de l'intérieur, de la sécurité et des libertés locales, monsieur Sarkozy, vise justement à former une instance représentative des différentes mouvances islamiques présentes en France. Ce conseil français du culte musulman, relayé au niveau local par des conseils régionaux, sera élu par les représentants des mille cinq-cents moquées ; il sera appelé à traiter diverses questions relatives au culte : construction de lieux de prière, organisation des fêtes religieuses, formation des imams...

Parallèlement, l'Etat doit aider les familles immigrées déshéritées, désorientées et en quête de nouvelles références socio-culturelles. Le déracinement lié à leur arrivée dans un pays occidental, les difficultés économiques, l'isolement social, la fossé culturel... sont autant de traumatismes qui peuvent pousser à un repli identitaire. Eprouvant une réelle difficulté à se positionner dans une société qui n'est pas la leur, ces marginaux espèrent bénéficier d'un soutien psychologique et d'une aide sociale.

Cet accompagnement ne peut être envisagé que dans le strict respect des lois nationales. Laisser penser qu'une telle souffrance peut être prétexte à se soustraire aux

obligations inhérentes à la vie sociale serait pleinement contre-productif. Au-delà, cela est de nature à fragiliser le fonctionnement de la société voire à remettre en cause sa cohésion.

332- L'action diplomatique internationale

La situation en Irak, le conflit israélo-palestinien et plus généralement, les conflits régionaux, parfois entretenus par des puissances étrangères aux zones concernées... sont des foyers d'instabilité politique, dont les répercussions complexes et imbriquées sont planétaires. Le sentiment d'humiliation éprouvé par certaines populations, moteur du terrorisme international, compte en leur nombre. A titre d'illustration, même si Ben Laden n'a jamais prétendu servir les causes irakienne ou palestinienne, les événements récents ont révélé les répercussions de son action dans les régions concernées et donc, l'interdépendance des équilibres. L'action diplomatique et politique internationale doit s'attacher à prévenir ce sentiment fréquemment perçu chez les populations arabo-musulmanes. Elle doit en particulier, contribuer à la résolution des conflits régionaux (entre Israël et les Palestiniens, au Cachemire, en Tchétchénie, etc.), dont se servent trop souvent les groupes terroristes islamistes fondamentalistes en exploitant les frustrations des populations musulmanes. Cette action doit nécessairement être assortie d'une aide technique, économique et financière, qui doit permettre de créer les bases d'une relance de l'activité locale. L'implication des organisations non gouvernementales, l'initiative des associations publiques ou privées... parallèlement sont des facteurs dynamisants, sous réserve d'intentions saines et d'agissements désintéressés. A cet égard, l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan, qui devrait lui permettre de se développer de manière durable et de renforcer ses structures internes, permet dans le même temps aux pays industrialisés d'envoyer un signal fort au monde musulman, afin de rétablir leur image et d'affaiblir les soutiens populaires au terrorisme islamiste.

Parallèlement, le soutien d'une large majorité d'Etats à une éventuelle riposte militaire passe par le renforcement de la légitimité des décisions de l'ONU. Un rééquilibrage du mode de fonctionnement des institutions de l'ONU en faveur d'un mécanisme plus représentatif de l'état du monde d'aujourd'hui, la recomposition du Conseil de sécurité, l'aménagement du droit de veto de ses membres permanents... semble progresser au sein de la communauté internationale, même si les Etats-Unis, dans le conflit actuel qui les oppose à l'Irak, ont opté pour une action illégitime. Ce dernier point est d'autant plus préoccupant que les attentats du

11 septembre ont dramatiquement prouvé que l'unilatéralisme ne peut garantir la sécurité internationale.

Enfin et conjointement, la communauté internationale doit se doter d'un système de contrôle et de sanction efficace et dissuasif des Etats soupçonnés de se doter d'armes de destruction massive. L'élaboration d'une politique cohérente en ce sens s'impose de la même manière, notamment au regard du manque de constance de l'attitude internationale. La différence de traitement accordé à l'Irak et à la Corée du nord par les Etats-Unis, en ce début d'année 2003, illustre cette exigence.

Une telle dynamique contraint à renoncer à des modes d'action auxquels les nations occidentales ont recouru périodiquement dans l'histoire contemporaine : l'instrumentalisation de l'islam à des fins peu avouables. La Palestine, l'Afghanistan, le Liban, ...sont des régions du monde victimes de manipulation idéologico-politique étrangère. Méprisant les intérêts de leurs peuples, l'Occident est intervenu avec machiavélisme, à multiples reprises, pour déstabiliser ces zones, dans l'hypothétique espoir d'en tirer quelque avantage stratégique. Les attentats de 1995 en France, l'attaque des « Twin-towers » en 2001 montrent avec violence le risque encouru par des gouvernements, qui, tels des apprentis sorciers, ont méprisé la sensibilité islamiste ou ont prétendu l'utiliser.

323- Le rôle d'accompagnement que doit jouer l'Europe

Servis par leur proximité géographique et mis en relation par l'histoire, l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient entretiennent des liens privilégiés. Perméable à l'influence islamiste, le « vieux continent » doit mener une action décisive dans la lutte. Appelé à dépasser la défense de ses propres intérêts économiques immédiats, il doit être animé par le souci d'entretenir une véritable politique méditerranéenne de coopération durable.

L'insuffisance de la coopération économique et financière de l'union européenne contribue à entretenir la situation asymétrique de dépendance dans laquelle se trouve actuellement le monde arabe. Un fossé profond sépare les îlots de prospérité du nord et les zones de pauvreté du sud. Une stratégie nouvelle de co-développement et de partenariat doit donc rapidement être mise en place pour permettre aux pays du sud de la Méditerranée de sortir de la crise.

Cette politique doit s'accompagner d'un encouragement ferme de la démocratie et d'un soutien aux mouvements qui participent à l'élargissement des espaces de liberté dans le monde arabe.

Enfin et plus globalement, l'Europe se doit de nouer le dialogue entre cultures et civilisations. Devant dépasser la peur que lui inspirent la résurgence de l'islam politique dans les pays arabes, comme vecteur de contestation sociale et de revendication identitaire et son installation dans la société européenne, elle doit organiser une coopération profonde et sincère. La fracture qui sépare le nord du sud n'est pas uniquement démographique et économique ; elle est également culturelle : choc entre modes de pensée différents, perversité de la fascination mêlée de répulsion qui oppose le monde de l'islam et l'occident, montée des replis identitaires sous la forme de discours et de pratiques xénophobes au nord et de fondamentalisme religieux au sud... Aussi, l'ouverture mutuelle des esprits s'avère nécessaire au rapprochement des peuples ; l'élaboration de projets culturels concrets doit dissiper les malentendus voire les incompréhensions et aider au dialogue et aux échanges.

33. La lutte contre le terrorisme islamique international

Les attentats du 11 septembre 2001, qui ont meurtri les Etats-Unis, ont clairement mis en évidence l'impérieuse nécessité de lutter contre le terrorisme international d'origine islamique. Différentes initiatives complémentaires sont à envisager.

331- Le renforcement de la coordination policière et judiciaire

Fondamentale, l'action policière et judiciaire appelle une coopération intensive des services de lutte, tant au niveau national qu'au niveau international. Les tragiques événements du 11 septembre ont eu pour conséquence de relancer cette collaboration. Le rapprochement des organismes concernés, l'échange d'informations, l'harmonisation des procédures judiciaires, notamment en Europe, dans le cadre d'Europol ou d'Eurojust par exemple,... ont permis d'enregistrer des succès méritoires : démantèlement de six cellules terroristes, interpellation de plusieurs dizaines de suspects, mise à jour d'une véritable nébuleuse islamite implantée en Allemagne, Belgique, au Royaume-Uni... Ces premiers résultats encouragent à prolonger les efforts consentis, tant les marges de progrès à réaliser sont larges.

332- L'action internationale contre les ressources terroristes

Selon des sources telles que le Fond Monétaire International (FMI) ou le Groupe d'Action Financière International (GAFI), les montants financiers de l'activité terroriste avoisineraient cent milliards de dollars américains par an. Dans les années 1970-1980, l'essentiel des fonds du terrorisme international provenait de la Libye, de la Syrie et de l'Irak. Désormais, ses sources de financement sont diversifiées : revenus des activités du grand banditisme (trafic de la drogue et de matières premières, prises d'otages, racket ou hold-up) ou revenus d'origine légale. L'organisation Al Quaïda aurait bénéficié indirectement de dons de la part des musulmans, souvent à leur insu et en total détournement de l'aumône légale (« zakat »). Ajoutant à l'opacité, l'achat d'armes ou d'explosifs s'effectue au marché noir et par versement en espèces. Enfin, le terrorisme international utilise à son profit les facilités financières du système bancaire et boursier mondial.

Contrôler les flux financiers qui lui sont liés devient donc impératif. Geler les fonds et les avoirs financiers d'individus ou d'organisations proches des milieux terroristes, incriminer pénalement les infractions financières liées à l'activisme terroriste, engager des mesures de rétorsion à l'encontre de tout gouvernement ou établissement financier qui refuserait de coopérer... offrent des exemples d'initiatives auxquelles il doit être recouru de manière systématique et parfois préventive. L'action est à mener, bien évidemment, dans le respect d'un cadre juridique dominé par la Convention internationale sur la lutte contre le financement du terrorisme et d'éventuelles résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

L'efficacité de ces mesures reste subordonnée à une volonté politique forte, qui ne manquera pas de se frotter à des intérêts puissants. La conversion radicale des Etats-Unis en matière de lutte contre les paradis fiscaux, indépendamment de leurs motivations, doit s'imposer à tous les pays comme une source d'inspiration.

333- La surveillance des déchets toxiques

La complexité et l'opacité du jeu politique et diplomatique des nations, les facilités d'accès aux technologies les plus complexes dans un village planétaire asservi à l'influence économique et financière,... sont deux des nombreux facteurs à l'origine de la prolifération des matières toxiques sur le marché mondial ouvert ou fermé et susceptibles d'être utilisées pour confectionner des armes de destruction massive. La communauté internationale doit rapidement en prendre conscience et tout mettre en œuvre pour combattre ce péril.

Dans le prolongement, il convient de saisir les institutions spécialisées, telles que l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), de la question sensible du devenir et du recyclage de déchets industriels toxiques (le cobalt, le strontium ou le césium par exemple). Susceptibles d'être utilisés à des fins terroristes, ces produits doivent faire l'objet d'une surveillance rigoureuse, dans le cadre de procédures d'approvisionnement, de conservation, de traitement, d'utilisation et de dégradation négociées et universellement reconnues.

334- L'emploi des moyens militaires

L'intervention militaire des Etats-Unis et de leurs alliés en Afghanistan illustre comment la lutte contre la source du phénomène terroriste peut conduire à utiliser l'outil militaire. Les recettes éprouvées du Pentagone (large emploi de l'arme aérienne, engagement au sol minimal des forces américaines, participation essentiellement indirecte aux opérations terrestres par soutien de l'Alliance du Nord) se sont en effet révélées efficaces dans la première phase des opérations menées contre le réseau Al Quäida et les Talibans.

Pour autant, ce type d'action a soulevé nombre de questions : nature de la réponse militaire à apporter à une agression non revendiquée, modalités d'action, légitimité d'une intervention menée sur un territoire national...Même si les réponses apportées ont contribué au succès initial de l'entreprise, on peut cependant s'interroger sur leur réelle adaptation à la lutte contre des menaces asymétriques, particulièrement le terrorisme.

CONCLUSION

L'affirmation de la sensibilité islamiste dans la plupart des pays arabes constitue incontestablement l'un des faits marquants de ces dernières années. Façonné au fil des décennies par une agitation intellectuelle née de la confrontation des sociétés arabomusulmanes à la modernité occidentale, elle est le symptôme d'un malaise social, d'une quête politique inachevée et d'un désœuvrement culturel. Exploitant avec machiavélisme la complexité et les contradictions de l'islam, il l'instrumentalise à des fins socio-politiques et révèle une sensibilité de plus en plus radicale.

Devenu un redoutable levier de mobilisation et de contestation, l'islamisme utilise la religion comme support au thème du repli sur « l'authenticité », la présente comme le seul pivot de l'appartenance culturelle et y puise l'inspiration des discours moralisateurs. Facteur d'incertitude et d'instabilité, ce détournement représente donc diverses menaces de sensibilité variable, mais trop souvent diabolisées au point d'aveugler et d'interdire toute distinction entre la réalité et le mythe, entre la religion et son avatar.

L'importance des enjeux contraint toutefois à réagir en élaborant puis en mettant en œuvre une stratégie globale de lutte contre l'islamisme. Celle-ci doit mettre en scène d'une part, les pays de confession islamique ; d'autre part, l'Occident invité à appréhender avec respect la réalité islamique et à combattre résolument les mouvements terroristes.

Eclairée et nuancée, cette démarche doit par conséquent distinguer islamisme et islam.

L'islamisme utilise l'islam comme alibi d'un tropisme socio-politique rejetant l'Occident. Le détournement politique de la religion par certains groupes extrémistes, sa capacité à mobiliser et déstabiliser, seuls, sont à prendre en compte dans les réflexions sécuritaires qui opposent l'Occident aux pays islamiques.

A l'opposé, l'islam en tant que religion n'est pas à craindre. Proposant à ses adeptes une philosophie, un modèle social, au-delà de l'idéologie religieuse, il apparaît comme une donnée culturelle et définit une référence comportementale prévisible et raisonnable.

Guillaume Parmentier confirme la pertinence d'une approche mesurée et invite à raison garder. «...Si les fondamentalistes islamiques semblent fournir aux masses des pays musulmans une idéologie à vocation globale, et dont les valeurs se heurtent à celles de l'Occident, il est cependant exagéré d'en faire une menace immédiate pour la stabilité

internationale. (...) Faillir à la mesure reviendrait inmanquablement à renforcer les phénomènes de solidarité que l'on cherche à éviter. Ce n'est donc plus d'une subversion idéologique qu'est susceptible la société internationale, mais d'une situation dans laquelle les inégalités économiques deviendraient insupportables et entraîneraient un conflit mené par les nations les plus nécessiteuses. »

Ainsi, il ne faut pas considérer l'islam comme une menace, mais comme un paramètre à prendre en compte raisonnablement et ce, même si certains débordements violents ont tendance à laisser l'émotion et la passion prendre le pas.

BIBLIOGRAPHIE

BASBOUS Antoine, L'islamisme, une révolution avortée ?, Ed. Hachettes Littératures, 2000

BURGAT François, Face à l'islamisme. Ed. La Découverte, 1995

CHOURAQUI André, L'Appel. le Coran, Ed. Robert Laffont, 1990

ETIENNE Bruno, L'islamisme radical, Ed. Hachette, 1987

GALLOIS Pierre-Marie, Le soleil d'Allah aveugle l'Occident, Ed. L'Age d'Homme, 1995

HUNTINGTON Samuel P., Le choc des civilisations, Ed. Odile Jacob, 1997

KEPEL Gilles, Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme, Ed. Gallimard, 2000

LAMCHICHI Abderrahim, Islam, islamisme et modernité, Ed. Lharmattan, 1994

LEWIS Bernard, Le retour de l'islam, Ed. Gallimard, 1985

ROY Olivier, L'échec de l'islam politique, Ed. du Seuil, 1992

RODINSON Maxime, L'Islam : politique et croyance, Ed. Fayard, 1993

TOSCANE Luiza, L'islam : un autre nationalisme ? Ed. L'Harmattan, 1995

WAARDENBURG Jacques, Islam et Occident face à face, Ed. Labor et Fides, 1998

